

<p>République Française Département des Pyrénées-Orientales</p> <p>Nombre de membres : Afférents au Conseil de Communauté : En exercice : Ayant pris part à la délibération : Date de la Convocation : Date d'affichage de la convocation :</p>	 <p>41 41 36 07/04/2023 07/04/2023</p>	<p>EXTRAIT DU REGISTRE DU CONSEIL DE COMMUNAUTE DE COMMUNES AGLY-FENOUILLEDES</p> <p>SEANCE DU 13 Avril 2023</p> <p>L'an deux mille vingt-trois et le Jeudi 13 Avril 2023 à 17 h 30, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué, s'est réuni à TRILLA au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Monsieur Charles CHIVILO, Président.</p>
<p>Présents</p>		<p>Jean-Philippe STRUILLOU, Alain BOYER, Christian LEMOINE, Toussaint CALABRESE, Agnès CARRERE, Jean-Marc SANCHEZ, Claude FILLOL, Jean-Louis RAYNAUD, Christophe MALAPRADE, Virginie LEE MAEGHT, Marc CARLES, Didier FABRESSE, Béatrice LAGACHE, Jean-Pierre IZARD, Hélène CAUGANT, Eric BOUCHADEL, Jacques BARTHES, Charles CHIVILO, Christelle ALONSO, Alexandre VILLA, Hervé BENET, Sidney HUILLET, Gilles DEULOFEU, Pierre-Henri BINTEIN, Auguste BLANC, Paul FOUSSAT, Guy CALVET, Jacques LARROCHE, Jacques BAYONA, Audrey GIRAUD, Jean-François DIAZ, Anne JIMENEZ, Francis FOULQUIER, Cécile DUPUY, Jean-Luc LLANES, Christiane DURAND, Guy NORMAND, Yvon CRAMBES, Maryse BOUSQUET, Didier FOURCADE, Pierre PINEIRO.</p>
<p>Ont donné procuration – Suppléant(e)s</p>		<p>Béatrice LAGACHE a donné pouvoir à Didier FOURCADE, Jean-Pierre IZARD a donné pouvoir à Marc CARLES, Hélène CAUGANT a donné pouvoir à Didier FABRESSE, Christelle ALONSO a donné pouvoir à Charles CHIVILO, Cécile DUPUY a donné pouvoir à Anne JIMENEZ Alain BOYER représenté par sa suppléante Hélène BORTOLIN</p>
<p>Absents excusés</p>		<p>Alexandre VILLA, Pierre-Henri BINTEIN et Jacques LARROCHE</p>
<p>Absents non excusés</p>		<p>Auguste BLANC et Guy NORMAND</p>
<p>Secrétaire de séance</p>		<p>Didier FOURCADE</p>

QD N°01 **TOURISME - FINANCES**
Fixation du Régime, de la période et des tarifs de la Taxe de Séjour 2024

Rapporteur : M. Charles CHIVILO, Président.

VU les Statuts de la Communauté de Communes ;

VU les Articles L. 2333-26 et suivants, L. 5211-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les Articles R. 2333-43 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la Délibération du 08 juillet 2014 approuvant les objectifs prioritaires de développement touristique proposés par la Commission Tourisme et mentionnant que le Schéma de Développement Touristique Intercommunal est le document de référence pour les orientations de développement touristique du territoire ;

VU la délibération du Conseil Départemental des Pyrénées-Orientales en date du 6 juillet 2015 instaurant la Taxe Départementale additionnelle de 10% ;

VU la délibération (04) du 06 Juillet 2016, instaurant la Taxe de Séjour à compter du 1^{er} Janvier 2017 ;

VU l'article 112 de la Loi des Finances 2020 qui fixe le régime réel pour les hébergements en attente ou non classés ;

VU la délibération (02) du 30 septembre 2020 fixant le régime d'imposition au réel à chaque nature d'hébergement à titre onéreux ;

Considérant qu'il convient de délibérer les modalités d'application de la Taxe de séjour 2024 avant le 1^{er} juillet 2023.

Monsieur le Président **RAPPELLE** que par délibération (02) du 30 septembre 2020 le régime d'imposition est passé du forfait au réel. Ce changement de régime faisait suite à la Loi de Finances 2020, qui fixait de droit le régime au réel des hébergements en attente de classement ou sans classement, et qu'il était opportun de fixer de façon égalitaire le régime au réel pour tous les hébergements à compter de 2021.

Monsieur le Président **PROPOSE** les modalités de la Taxe de séjour 2024 et demande au Conseil de se prononcer sur celles-ci.

Le régime de la taxe de séjour reste le réel pour tous les redevables.

Sont exemptés de plein droit de la taxe de séjour :

- Les personnes mineures ;
- Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la Communauté de Communes ;
- Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire ;
- Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à 5 € par nuitée.

La période de taxation est du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Les taux d'imposition proposés sont les suivants (aucun changement par rapport à 2023) :

Catégories d'hébergement	TARIF PAR PERSONNE ET PAR UNITE DE CAPACITE D'ACCUEIL ET PAR NUITEE
Palaces	0,70 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	0,70 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	0,70 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0,50 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,50 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'Hôtes, auberges collectives	0,50 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans les aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,50 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 €

Hébergements	Taux appliqué
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air	5%

Le taux adopté s'applique **par personne et par nuitée** dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité. Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

Monsieur le Président **PRECISE** qu'une taxe additionnelle de 10% est reversée au Conseil Départemental. Cette taxe n'est pas incluse dans les tarifs de la taxe de séjour appliqués sur le territoire de la Communauté de Communes.

Les logeurs devront déclarer et payer la taxe de séjour tous les 31 octobre de l'année N, les mois de novembre et décembre de l'année N seront régularisés lors du paiement du 31 octobre de l'année N+1.

Au besoin et après avoir recouru à toutes les notifications et mises en demeure préalables, la Communauté de Communes pourra recourir à la taxation d'office des hébergeurs conformément aux dispositions de l'article L.2333-38 du C.G.C.T.

Le Conseil, ouï cet exposé et après en avoir valablement délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

FIXE le régime d'imposition au réel à chaque nature d'hébergement à titre onéreux ;

DECIDE d'assujettir les natures d'hébergements suivantes à la taxe de séjour **au réel** :

- Les palaces ;
- Les hôtels de tourisme ;
- Les résidences de tourisme ;

- Les meublés de tourisme ;
- Les villages de vacances ;
- Les chambres d'hôtes ;
- Les emplacements dans les aires de camping-cars et les parcs de stationnement touristiques ;
- Les terrains de camping, les terrains de caravanage ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air ;
- Les hébergements en attente de classement ou sans classement qui ne relèvent pas des natures d'hébergements mentionnées aux articles L. 2333-30 et L. 2333-41 du CGCT.

APPROUVE les tarifs de la taxe de séjour tels que proposés ;

ADOpte le taux de 5% applicable au coût par personne de la nuitée dans les hébergements en attente de classement ou sans classement ;

CONFIRME le montant loyer à 5 € minimum par nuitée à partir duquel les personnes occupant les locaux sont assujetties à la taxe de séjour ;

DECIDE de percevoir la taxe de séjour du 1^{er} janvier au 31 décembre inclus ;

DIT que les recettes de cette taxe seront prévues au Budget ;

DIT que la Taxe Additionnelle à reverser au Département sera prévue au Budget ;

CHARGE le Président de notifier cette décision aux Services Préfectoraux et au Directeur Départemental des Finances Publiques.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

Le Président,




Charles CHIVILO

Le Président,

-certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente délibération pour avoir été transmise à la préfecture des Pyrénées-Orientales et publiée le : 17 AVR. 2023

-informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la dernière mesure de publicité prévue par la loi.